

(rang 40) masculins et féminins destinés au Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire à Bruxelles (Etablissement scientifique dépendant du Ministère de la Défense nationale). Résultats, p. 7459. — Constitution d'une réserve de recrutement d'ingénieurs techniciens (spécialité : électronique) d'expression néerlandaise pour différents départements ministériels et organismes d'intérêt public. Résultats, p. 7459.

*Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement*

Appel n° 38/81. Recrutement de deux ingénieurs agronomes pour la Tunisie, p. 7459. — Appel n° 47/81. Recrutement d'un expert pour le projet « Padis », à Addis-Abeba, en Ethiopie, p. 7460. — Appel n° 48/81. Recrutement d'un technicien sanitaire pour le Burundi, p. 7461.

*Ministère de la Défense nationale*

Recrutement de candidats élèves pilotes pour la force aérienne. Constitution de la 81 B promotion, p. 7462.

*Ministère des Communications*

Régie des Télégraphes et des Téléphones. Emprunt 1943. 500 000 000 de francs 3,5 p.c. Amortissement au 10 juin 1981, p. 7462.

*Ministère des Finances*

Administration de la Trésorerie. Emprunt 1963-1983, 2e série. Tirage du 27 mai 1981, p. 7463. — Administration des Douanes et Accises. Publication faite en exécution de l'article 10 de la loi générale sur les douanes et accises. Droit antidumping, p. 7468. Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Alienation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 7468.

*Ministère de la Justice*

Loi du 11 germinal an XI. Publication, p. 7469. — Ordre judiciaire, p. 7469.

bedienden (rang 40) ten behoeve van het Koninklijk Museum van het Leger en van de Krijgsgeschiedenis te Brussel (Wetenschappelijke inrichting afhangende van het Ministerie van Landsverdediging). Uitslagen, bl. 7459. — Samenstelling van een wervingsreserve van nederlandsstalige technische ingenieurs (specialisatie : elektronica) ten behoeve van de ministeriële departementen en van sommige instellingen van openbaar nut. Uitslagen, bl. 7459.

*Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking*

Oproep nr. 38/81. Aanwerving van twee landbouwkundig ingenieurs voor Tunesië, bl. 7459. — Oproep nr. 47/81. Aanwerving van een deskundige voor het project « Padis », in Addis-Abeba, Ethiopië, bl. 7460. — Oproep nr. 48/81. Aanwerving van een sanitair technicus voor Burundi, bl. 7461.

*Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur*

Examen tot het verkrijgen van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnaal inspecteur(trice) in het basisonderwijs, Nederlands taalstelsel. Zittijd 1980-1981. Uitslagen, bl. 7462.

*Ministerie van Landsverdediging*

Werving van kandidaat-leerling-vliegtuigbestuurders voor de luchtmacht. Samenstelling van de 81 B promotie, bl. 7462.

*Ministerie van Verkeerswezen*

Regie van Telegrafie en Telefonie. Lening 1943. 500 000 000 frank 3,5 pct. Aflossing op 10 juni 1981, bl. 7462.

*Ministerie van Financiën*

Administratie der Thesaurie. Lening 1963-1983, 2e reeks. Loting van 27 mei 1981, bl. 7463. — Administratie der Douane en Accijnzen. Bekendmaking gedaan ter uitvoering van artikel 10 van de algemene wet inzake douane en accijnzen. Antidumpingrecht, bl. 7468. — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 7468.

*Ministerie van Justitie*

Wet van 11 germinal jaar XI. Bekendmaking, bl. 7469. — Rechterlijke Orde, bl. 7469.

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 81 — 888

Arrêté royal  
relatif à la coordination et aux moyens de contrôle  
de l'informatique dans les services publics

### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour but d'améliorer la coordination de l'informatique dans les services publics nationaux et d'en rendre le contrôle à la fois plus efficace et plus simple.

Il remplace deux arrêtés royaux, l'un du 24 mai 1976, l'autre du 27 avril 1977, exécutent l'article 34 de la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975, en ce qui concerne l'organisation, la coordination et le contrôle de l'informatique dans les services publics.

L'expérience a montré que les structures et les modes de contrôle mis en place n'avaient atteint que partiellement leur but.

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 81 — 888

Koninklijk besluit  
betreffende de coördinatie en de controlemiddelen  
van de informatica in de overheidsdiensten

### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter onderkenning voor te leggen heeft tot doel de coördinatie van de informatica in de nationale openbare diensten te verbeteren en de controle ervan terzelfder tijd doeltreffender en eenvoudiger te maken.

Het vervangt twee koninklijke besluiten, het ene van 24 mei 1976, het andere van 27 april 1977, die werden genomen ter uitvoering van artikel 34 van de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975, wat de organisatie, de coördinatie en de controle van de informatica in de openbare diensten betreft.

De ervaring heeft aangetoond dat de ingevoerde structuren en controlewijzen slechts gedeeltelijk hun doel bereikt hebben.

## Autorités de coordination

Jusqu'en 1976, la coordination et le contrôle de l'informatique étaient assurés par le Comité ministériel de Coordination économique et sociale et par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

L'informatique constituant une matière spécialisée, il a été jugé utile à cette époque d'en confier la coordination et le contrôle à un Comité ministériel également spécialisé, le Comité ministériel de l'Informatique.

Depuis, l'accélération de l'évolution technologique a provoqué une accélération de l'usage de l'informatique qui tend à devenir une technique et un outil usuels pour chacun. Cette pénétration dans la vie quotidienne entraîne forcément des conséquences sociales et économiques importantes.

Par ailleurs, la majorité des ministres faisant partie du Comité ministériel de l'Informatique sont également membres du Comité ministériel de Coordination économique et sociale.

C'est pourquoi l'article 2 prévoit que la coordination et le contrôle de l'informatique sont exercés par le Comité ministériel de Coordination économique et sociale et par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, la mission générale de ces autorités étant définie aux articles 3 et 4.

## Secteurs

L'arrêté royal du 24 mai 1976 avait divisé l'ensemble du secteur public en dix secteurs. Déterminés d'après les matières dont s'occupent les services, les secteurs auraient créé des réseaux difficiles à délimiter, d'une très grande complexité et qui se seraient prêtés assez mal à des mesures de régionalisation. Ils auraient en outre, sans avantages majeurs, réduit l'autonomie des responsables que le développement des techniques nouvelles permet d'augmenter.

Ces secteurs n'ont jamais eu d'existence de fait. Le nouvel arrêté les supprime.

## Programmes

L'arrêté royal du 24 mai 1976 prévoit que le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions doit transmettre chaque année au Comité ministériel de l'Informatique les programmes informatiques quinquennaux et annuels que lui adressent les Ministres pour les services publics sur lesquels ils exercent l'autorité hiérarchique ou le pouvoir de contrôle. Ces programmes, éventuellement ajustés, sont approuvés par le Comité ministériel de l'Informatique. Ces programmes doivent reprendre les propositions de marchés informatiques et selon que ces propositions y soient reprises ou non, les procédures d'approbation de ces marchés prévus par l'arrêté royal du 27 avril 1977 sont différentes.

À l'expérience, certaines faiblesses ont été constatées dans cette organisation. Les diverses transformations que subit ou subira le secteur public et la rapide évolution technologique rendent difficile l'établissement de plan à trop long terme. Par ailleurs, les calendriers prescrits, indispensables pour assurer une exécution normale des projets et pour permettre une coordination entre les procédures prévues par les deux arrêtés existants et les procédures en matières budgétaires ne sont, pour des raisons très valables, respectés ni par la plupart des services publics, ni par la Fonction publique, ni par le Comité ministériel de l'Informatique.

Afin de remédier à ces faiblesses, l'article 6 dispose que les programmes sont établis tous les trois ans et axés sur la définition des objectifs et la description des projets. Cela permettra une concertation suffisante entre les responsables des services concernés et une meilleure adaptation aux nécessités nouvelles de ces services. En outre, les programmes cessent d'être un instrument formel de contrôle pour devenir un instrument d'orientation. Le Gouvernement, la Fonction publique et les Ministres auront ainsi un plan donnant un schéma d'ensemble et pouvant servir de guide pour chacune des réalisations particulières. La procédure de soumission des programmes reprise à l'article 7 est prévue en ce sens.

## Coördinatie-overheden

Tot in 1976 stonden het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie en de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, in voor de coördinatie en de controle van de informatica.

Aangezien de informatica een gespecialiseerde materie vormt, werd het toen nuttig geoordeeld de controle en de coördinatie ervan toe te vertrouwen aan een eveneens gespecialiseerd Ministerieel Comité, het Ministerieel Comité voor Informatica.

Sedertdien heeft de versnelling van de technologische evolutie een toenemend gebruik van de informatica, die op weg is om een gebruikelijke techniek en een gebruikelijk werktuig voor eenieder te worden, veroorzaakt. Dit doordringen in het dagelijks leven brengt noodzakelijkerwijze belangrijke sociale en economische gevolgen met zich.

Anderzijds is de meerderheid van de ministers die deel uitmaken van het Ministerieel Comité voor Informatica, eveneens lid van het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie.

Daarom bepaalt artikel 2 dat de controle en de coördinatie van de informatica uitgeoefend worden door het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie en door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, terwijl de algemene opdracht van deze overheden omschreven is in de artikelen 3 en 4.

## Sectoren

Het koninklijk besluit van 24 mei 1976 had het geheel van de openbare sector onderverdeeld in tien sectoren. De sectoren, die bepaald waren volgens de aangelegenheden die door de diensten behandeld worden, zouden moeilijk af te bakenen netten in het leven geroepen hebben, die zeer complex zouden geweest zijn en zich vrij slecht zouden geleend hebben tot regionaliseringsmaatregelen. Zij zouden bovendien, zonder grotere voordelen, de autonomie van de verantwoordelijken beperkt hebben, welke door de ontwikkeling van de nieuwe technieken kan verhoogd worden.

Deze sectoren hebben in feite nooit bestaan. Het nieuwe besluit schaft ze af.

## Programma's

Het koninklijk besluit van 24 mei 1976 bepaalt dat de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, ieder jaar de vijfjaarlijkse en jaarlijkse informaticaprogramma's die hem door de Ministers worden toegestuurd voor de openbare diensten waarover zij het hiërarchisch gezag of de controlebevoegdheid uitoefenen, dient toe te zenden aan het Ministerieel Comité voor Informatica. Deze eventuele aangepaste programma's worden goedgekeurd door het Ministerieel Comité voor Informatica. Deze programma's moeten de voorstellen van informaticaopdrachten bevatten en naargelang deze voorstellen er al dan niet in opgenomen zijn, zullen de procedures inzake goedkeuring van deze opdrachten, die door het koninklijk besluit van 27 april 1977 bepaald zijn, verschillen.

Bij nader inzien werden bepaalde tekortkomingen vastgesteld in deze organisatie. De verscheidene veranderingen die de openbare sector ondergaat of zal ondergaan en de snelle technologische evolutie maken het moeilijk plannen op te lange termijn op te stellen. Anderzijds wordt de voorgeschreven timing, die onontbeerlijk is om een normale uitvoering van de projecten te waarborgen en om een coördinatie tussen de door beide bestaande besluiten bepaalde procedures en de procedures op budgettair vlak mogelijk te maken, om zeer aannemelijke redenen noch door het merendeel van de openbare diensten, noch door het Openbaar Ambt, noch door het Ministerieel Comité voor Informatica nageleefd.

Ten einde deze tekortkomingen te verhelpen, bepaalt artikel 6 dat de programma's om de drie jaar opgesteld worden en gericht zijn op de bepaling van de objectieven en de omschrijving van de projecten. Hierdoor wordt een voldoende overleg tussen de verantwoordelijken van de betrokken diensten mogelijk, alsmede een betere aanpassing aan de nieuwe behoeften van deze diensten. Bovendien zijn de programma's niet langer meer een uitdrukkelijk controlemiddel, maar worden een oriënteringsmiddel. De regering, het Openbaar Ambt en de ministers beschikken aldus over een plan dat een algemeen schema geeft dat kan dienen als leidraad voor elk der bijzondere verwezenlijkingen. De procedure inzake de voorlegging van de programma's, die in artikel 7 vermeld is, is in die zin opgevat.

Pour les mêmes raisons, il n'est pas exigé un rapport annuel sur l'exécution du programme. L'article 8 prévoit toutefois que les nouveaux objectifs et les nouveaux projets définis en cours de programme doivent être communiqués dans les meilleurs délais au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

L'établissement d'un programme tous les trois ans ne signifie nullement que la description des projets doit être limitée à trois ans. Il est en effet souhaitable de décrire l'entiereté d'un projet, même si la réalisation de celui-ci dépasse ce laps de temps, afin que les autorités compétentes puissent avoir connaissance de l'ensemble de ce projet.

#### Marchés informatiques

L'arrêté royal du 27 avril 1977 a mis en place une structure de contrôle des marchés informatiques relativement complexe. Ces marchés, selon qu'ils s'inscrivent ou non dans un programme annuel approuvé et selon leur montant, doivent avoir l'approbation du Comité ministériel de l'Informatique ou du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions ou de l'Inspection des Finances. Afin de tenir compte de la conception nouvelle des programmes, le nouvel arrêté prévoit une procédure simplifiée.

L'article 9 définit les marchés visés et précise comment en fixer le montant.

L'article 10 définit la procédure. Préalablement à sa conclusion, tout marché dont le montant est supérieur à 2 000 000 de francs doit être soumis à l'avis du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Cet avis doit être donné dans un délai de trente jours de calendrier et peut être porté à soixante jours sur décision motivée. Comme il arrive souvent que plusieurs marchés distincts se rapportent à un même objet ou à un même projet, il est prévu que l'ensemble de ces marchés conclus ou à conclure sur une période de douze mois consécutifs doit également être soumis à l'avis du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions si la somme de leurs montants est supérieure à 2 000 000 de francs. Pour les marchés susceptibles d'être modifiés en cours d'exécution, notamment les marchés de location, seule la partie du montant représentant une dépense nouvelle doit être prise en considération.

Il est prévu que le Comité ministériel de Coordination économique et sociale soit saisi d'un dossier lorsqu'un Ministre ne peut se rallier à un avis émis par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

L'article 11 prévoit que l'approbation du Comité ministériel de Coordination économique et sociale est requise lorsque la proposition de marché porte sur un montant supérieur à 20 000 000 de francs.

L'arrêté royal du 27 avril 1977 impose que la durée des contrats ne soit pas supérieure à cinq ans. Il n'est pas de bonne gestion d'imposer aux services publics une remise en cause de leur configuration trop rapidement. Le nouvel arrêté assouplit cette mesure en prévoyant à l'article 12 qu'un marché ne peut être prolongé au-delà d'une durée de sept ans à compter de sa date d'attribution, que moyennant l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Pour permettre au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions d'avoir une vue d'ensemble des marchés informatiques, l'article 13 dispose que chaque Ministre doit notifier toute attribution, toute modification ou toute résiliation d'un marché.

En ce qui concerne les marchés informatiques qui sont également soumis à la réglementation générale relative aux marchés publics ou qui relèvent de la compétence des Exécutifs régionaux, les dispositions de l'arrêté royal sont applicables sans préjudice des dispositions de cette réglementation ni de la compétence des Exécutifs.

L'article 14 permet au Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, de recueillir périodiquement les informations nécessaires à la coordination de l'informatique dans le secteur public.

Om dezelfde redenen wordt er geen jaarlijks verslag over de uitvoering van het programma meer geëist. Artikel 8 bepaalt evenwel dat de nieuwe objectieven en de nieuwe projecten die in de loop van het programma vooropgesteld worden, binnen de kortste tijd dienen medegedeeld te worden aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

De opstelling van een programma om de drie jaar betekent geenszins dat de beschrijving van de projecten dient beperkt te zijn tot drie jaar. Het is inderdaad wenselijk een project in zijn geheel te beschrijven, zelfs indien de verwezenlijking ervan deze tijdsperiode overschrijft, opdat de bevoegde overheden kennis zouden kunnen hebben van het gehele project.

#### Informatica-opdrachten

Het koninklijk besluit van 27 april 1977 heeft een vrij complexe controlestructuur voor de informatica-opdrachten ingevoerd. Naargelang deze opdrachten al dan niet opgenomen zijn in een goedgekeurd jaarprogramma en naargelang hun bedrag, dienen zij de goedkeuring te verkrijgen van het Ministerieel Comité voor Informatica of van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort of van de Inspectie van Financiën. Ten einde rekening te houden met de nieuwe opvatting van de programma's bepaalt het nieuwe besluit een vereenvoudigde procedure.

Artikel 9 bepaalt de bedoelde opdrachten en omschrijft hoe het bedrag ervan dient vastgesteld te worden.

Artikel 10 bepaalt de procedure. Voor het sluiten ervan dient iedere opdracht waarvan het bedrag hoger is dan 2 000 000 frank voorgelegd te worden aan het advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort. Dit advies dient gegeven te worden binnen een termijn van dertig kalenderdagen en mag op zestig dagen gebracht worden op grond van een met redenen omklede beslissing. Daar het dikwijls voorkomt dat meerdere afzonderlijke opdrachten betrekking hebben op eenzelfde aangelegenheid of op eenzelfde project, is bepaald dat het geheel van deze opdrachten die gesloten zijn of te sluiten zijn over een periode van twaalf opeenvolgende maanden, eveneens dient voorgelegd te worden aan het advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, indien de som van de bedragen ervan hoger is dan 2 000 000 frank. Voor de opdrachten die in de loop van de uitvoering kunnen gewijzigd worden, met name de huuropdrachten, dient enkel het deel van het bedrag dat een nieuwe uitgave betekent, in aanmerking te worden genomen.

Er is bepaald dat een dossier dient aanhangig gemaakt te worden bij het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie, wanneer een Minister niet kan akkoord gaan met een advies dat uitgebracht is door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Artikel 11 bepaalt dat de goedkeuring van het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie vereist is wanneer het voorstel van opdracht betrekking heeft op een bedrag van meer dan 20 000 000 frank.

Het koninklijk besluit van 27 april 1977 schrijft voor dat de duur van de overeenkomsten niet hoger mag zijn dan vijf jaar. Het getuigt niet van een goed beleid de openbare diensten op te leggen te snel hun configuratie in vraag te stellen. Het nieuwe besluit versoepelt deze maatregel door in artikel 11 te bepalen dat een opdracht slechts boven de zeven jaar, te rekenen vanaf zijn toewijzingsdatum, mag verlengd worden, op grond van het akkoord van de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Ten einde de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort in staat te stellen een algemeen overzicht te hebben van de informatica-opdrachten, bepaalt artikel 12 dat ieder Minister elke toewijzing, elke wijziging of elke verwezenlijking van een opdracht dient mede te delen.

Wat betreft de informatica-opdrachten die eveneens onderworpen zijn aan de algemene reglementering betreffende de overheidsopdrachten of die tot de bevoegdheid behoren van de Gewestexecutieven, zijn de bepalingen van het koninklijk besluit toepasselijk, onverminderd de bepalingen van deze reglementering noch de bevoegdheid van de Executieven.

Artikel 14 biedt de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, de mogelijkheid regelmatig de informatie in te winnen die nodig is voor de coördinatie van de informatica in de overheidssector.

Telles sont les lignes de force de l'arrêté royal que nous soumettons à l'approbation de Votre Majesté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,  
M. EYSKENS

Le Ministre de la Fonction publique,  
Ph. MAYSTADT

12 MAI 1981. — Arrêté royal relatif à la coordination et aux moyens de contrôle de l'informatique dans les services publics

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975, notamment l'article 34;

Vu l'arrêté royal du 24 mai 1976 relatif à l'organisation et à la coordination de l'informatique dans les services publics;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 1977 relatif aux opérations portant sur les moyens d'action en matière d'informatique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1er.** Le présent arrêté est applicable aux administrations et autres services de l'Etat et aux organismes d'intérêt public visés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

**Art. 2.** La coordination et le contrôle en matière d'informatique sont exercés conformément aux dispositions du présent arrêté par le Comité ministériel de Coordination économique et sociale et par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

**Art. 3.** Le Comité ministériel de Coordination économique et sociale arrête la politique générale en matière d'informatique.

Il adopte, sur proposition du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, un plan d'informatique général qui traduit cette politique et en définit les objectifs et les mesures à prendre pour les réaliser.

**Art. 4.** Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de veiller à l'exécution du plan informatique général. Pour l'exercice de sa mission, il peut :

1° prendre toutes dispositions qu'il juge utiles en vue d'établir ou d'améliorer la coordination et le contrôle de l'informatique;

2° se faire délivrer par chaque Ministre intéressé tous renseignements relatifs à l'utilisation de l'informatique par les services publics visés à l'article 1er et sur lesquels il exerce l'autorité hiérarchique ou le pouvoir de contrôle;

3° se faire aider par des commissions spécialisées qu'il crée et dont il arrête les modalités de fonctionnement.

**Art. 5.** Tout membre du gouvernement peut saisir le Comité ministériel de Coordination économique et sociale ou le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions de toute question en matière d'informatique.

Dit zijn de krachtlijnen van het koninklijk besluit dat wij aan de goedkeuring van Uwe Majesteit onderwerpen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige,  
en zeer getrouwe dienaars,

De Eerste Minister,  
M. EYSKENS

De Minister van Openbaar Ambt,  
Ph. MAYSTADT

12 MEI 1981. — Koninklijk besluit betreffende de coördinatie en de controlemiddelen van de informatica in de overheidsdiensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 mei 1976 betreffende de organisatie en de coördinatie van de informatica in de openbare diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de verrichtingen aangaande de hulpmiddelen van de informatica;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en van Onze Minister van Openbaar Ambt, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de Rijksbesturen en andere diensten en op de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

**Art. 2.** De coördinatie en de controle van de informatica worden, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, uitgeoefend door het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie en door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

**Art. 3.** Het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie stelt het algemeen beleid vast inzake informatica.

Op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort keurt het een algemeen informaticaplan goed dat dit beleid weergeeft en de doelstellingen ervan, alsook de maatregelen bepaalt die getroffen dienen te worden om deze te verwezenlijken.

**Art. 4.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort is gelast met het waken over de uitvoering van het algemeen informaticaplan. Om zijn opdracht uit te voeren, kan hij :

1° elke maatregel nemen die hij noodzakelijk acht, met het oog op de vaststelling of de verbetering van de coördinatie en de controle van de informatica;

2° zich door elke betrokken Minister al de inlichtingen ter hand laten stellen betreffende de aanwending van informatica door de bij artikel 1 bedoelde overheidsdiensten waarop hij het hiërarchisch gezag of het toezicht uitoefent;

3° zich laten bijstaan door gespecialiseerde commissies die hij opricht en waarvan hij de werkingsmodaliteiten vaststelt;

**Art. 5.** Elk regeeringslid kan het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie of de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort elke vraag inzake informatica voorleggen.

## CHAPITRE II. — Programmes informatiques

Art. 6. Les services publics visés à l'article 1er établissent tous les trois ans un programme informatique comprenant :

- 1° la définition des objectifs poursuivis;
- 2° la description des projets d'automatisation et leur calendrier de réalisation;
- 3° l'estimation des moyens nécessaires à la réalisation de ces projets et de leurs coûts;
- 4° un rapport sur l'exécution du programme précédent.

Art. 7. Chaque Ministre transmet au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, les programmes informatiques établis par les services publics visés à l'article 1er sur lesquels il exerce l'autorité hiérarchique ou le pouvoir de contrôle. Ces programmes sont accompagnés de l'avis de l'Inspecteur des Finances ou du Commissaire du gouvernement désigné sur proposition du Ministre des Finances ou du délégué du Ministre des Finances, selon le cas.

Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions transmet les programmes au Comité ministériel de Coordination économique et sociale, accompagnés d'une synthèse et de propositions dont il informe chaque Ministre intéressé pour ce qui le concerne.

Le Comité ministériel de Coordination économique et sociale approuve les programmes, ou formule des remarques qui sont transmises à chaque Ministre intéressé pour orienter sa politique.

Art. 8. Chaque Ministre communique, dans les meilleurs délais, au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, les nouveaux objectifs et les nouveaux projets d'automatisation apparaissant en cours de programme.

## CHAPITRE III. — Marchés informatiques

Art. 9. § 1er. Sans préjudice des dispositions de la loi du 14 juillet 1976, relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, la passation des marchés informatiques au nom des services publics visés à l'article 1er est subordonnée aux conditions reprises aux articles 9 à 12 du présent arrêté.

§ 2. Pour l'exécution du présent arrêté, il faut entendre par marché informatique tout marché passé au nom d'un service public visé à l'article 1er et ayant pour objet :

1° l'achat, la location-financement ou la location d'équipements de traitement de l'information, y compris les équipements de saisie, d'enregistrement, de restitution, de conversion et de transmission d'informations;

2° l'achat, la location-financement ou la location de logiciels destinés à être utilisés avec les équipements visés au 1°, ci-dessus;

3° la prestation de services ayant trait à la saisie des données, aux travaux de finition, à la conception, au développement et à l'exploitation de systèmes automatisés de traitement de l'information.

§ 3. Pour l'exécution du présent arrêté, il faut entendre par montant d'un marché informatique :

1° en cas d'achat d'équipements et de logiciels : le montant réel du marché;

2° en cas de location-financement d'équipements et de logiciels : la somme des remboursements à la société de location-financement, non compris la valeur de rachat éventuel;

3° en cas de location d'équipements et de logiciels : un montant égal à quatre fois le coût annuel de location;

4° en cas de prestation de services : le montant réel ou estimé du marché si la quantité ou la durée des prestations sont connues ou quatre fois le coût annuel réel ou estimé des prestations si le marché est susceptible d'être reconduit périodiquement.

Art. 10. § 1er. Les propositions de marchés informatiques sont soumises, avant l'attribution du marché, à l'avis du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, en ce qui concerne :

1° un nouveau marché dont le montant est supérieur à 2 000 000 de francs;

## HOOFDSTUK II. — Informaticaprogramma's

Art. 6. De bij artikel 1 bedoelde overheidsdiensten stellen om de drie jaar een informaticaprogramma vast, omvattende :

- 1° de vaststelling van de beoogde doelstellingen;
- 2° de omschrijving der automatiseringsprojecten en het tijdschema van de uitvoering ervan;
- 3° de raming van de middelen die nodig zijn voor de uitvoering van deze projecten en van de kosten ervan;
- 4° een verslag over de uitvoering van het vorige programma.

Art. 7. Elke Minister stelt de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort de informaticaprogramma's ter hand die vastgesteld werden door de bij artikel 1 bedoelde overheidsdiensten, waarover hij het hiërarchisch gezag of het toezicht uitoefent. Bij deze programma's wordt naargelang het geval, het advies gevoegd van 'e Inspecteur van Financiën, van de op voorstel van de Minister van Financiën aangewezen Regeringscommissaris of van de vertegenwoordiger van de Minister van Financiën.

De Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, maakt de programma's aan het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie over, vergezeld van een synthese en van voorstellen waarvan hij elke betrokken Minister voor wat hem betreft in kennis stelt.

Het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie keurt de programma's goed of formuleert opmerkingen die aan elke betrokken Minister overgemaakt worden om zijn beleid te oriënteren.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort krijgt van elke Minister in de kortste termijnen mededeling van de nieuwe doelstellingen en de nieuwe automatiseringsprojecten, die tijdens de uitvoering van het programma ontstaan.

## HOOFDSTUK III. — Informaticaopdrachten

Art. 9. § 1. Onverminderd de bepalingen van de wet van 14 juli 1976 betreffende de openbare markten inzake werken, benodigheden en dienstverleningen, is de gunning van de informaticaopdrachten namens de bij artikel 1 bedoelde overheidsdiensten is onderworpen aan de voorwaarden bepaald bij de artikelen 9 tot 12 van dit besluit.

§ 2. Voor de uitvoering van dit besluit dient onder informaticaopdracht elke opdracht verstaan te worden die namens een bij artikel 1 bedoelde overheidsdienst gegund wordt en die als voorwerp heeft :

1° de aankoop, de financieringshuur of de huur van uitrustingen voor de informaticaverwerking, met inbegrip van de uitrustingen voor het vatten, de opname, de weergave, de omzetting en de overdracht van informatie;

2° de aankoop, de financieringshuur of de huur van softwares bestemd om met de hierboven onder 1° bedoelde uitrustingen aangewend te worden;

3° de dienstverrichtingen met betrekking tot de opname van de gegevens, tot de afwerkingswerkzaamheden, de opvatting, de ontwikkeling en het gebruik van geautomatiseerde verwerkingssystemen van de informatie

§ 3. Voor de uitvoering van dit besluit dient onder bedrag van een informatieopdracht verstaan te worden :

1° in geval van aankoop van uitrustingen en van softwares : het reële bedrag van de opdracht;

2° in geval van financieringshuur van uitrustingen en van softwares : de som der terugbetalingen aan de financieringshuurmaatschappij, exclusief de waarde van de eventuele terugkoop;

3° in geval van huur van uitrustingen en van softwares : een bedrag gelijk aan vier maal de jaarlijkse kostprijs van de verhuuring;

4° in geval van dienstverrichtingen : het reëel of geraamd bedrag van de opdracht, indien de hoeveelheid of de duur van de verrichtingen gekend zijn of viermaal de reële of geraamde jaarlijkse kostprijs van de verrichtingen, indien de opdracht voor periodieke verlengingen vatbaar is.

Art. 10. § 1. De voorstellen van informaticaopdrachten zijn onderworpen, voor de gunning van de opdracht, aan het advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, wat betreft :

1° een nieuwe opdracht waarvan het bedrag hoger is dan 2 000 000 frank;

2° une modification à apporter à un marché en cours d'exécution si la différence entre le montant du marché après et avant modification est supérieure à 2 000 000 de francs;

3° l'ensemble des nouveaux marchés et des modifications à apporter à des marchés en cours d'exécution si :

— ces marchés et modifications de marchés se rapportent à un même objet ou à un même projet, et sont à conclure simultanément ou sur une période de douze mois consécutifs, et

— la somme des montants des nouveaux marchés et des différences entre les montants des marchés à modifier après et avant modifications est supérieure à 2 000 000 de francs.

Les montants s'entendent hors-taxes et sont déterminés conformément aux dispositions de l'article 9, § 3.

§ 2. Les propositions de marché sont soumises à l'avis du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions par le Ministre qui exerce sur les services publics visés à l'article 1er l'autorité hiérarchique ou le pouvoir de contrôle.

A la proposition doit être joint l'avis de l'Inspecteur des Finances, du Commissaire du gouvernement désigné sur proposition du Ministre des Finances ou du délégué du Ministre des Finances, selon le cas.

L'avis du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est réputé favorable à défaut d'une décision contraire notifiée au Ministre intéressé dans les trente jours de calendrier à dater de la réception de la proposition. Sur décision motivée du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, ce délai peut être porté à soixante jours de calendrier.

§ 3. Lorsque le Ministre intéressé ne peut se rallier à un avis émis par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sur une proposition de marché, il saisit le Comité ministériel de Coordination économique et sociale de la proposition après avoir avisé de sa décision le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 11. Lorsque la proposition de marché porte sur un montant supérieur à 20 000 000 de francs elle est soumise à l'approbation du Comité ministériel de Coordination économique et sociale. La proposition est accompagnée de l'avis du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 12. Toute prolongation d'un marché de location ou de prestations de services, quel qu'en soit le montant au-delà d'une durée de sept ans à dater de l'attribution du marché doit être soumise à l'avis du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions selon la procédure prévue à l'article 10, §§ 2 à 4.

Art. 13. Chaque Ministre exerçant sur les services publics visés à l'article 1er l'autorité hiérarchique ou le pouvoir de contrôle, notifie dans les soixante jours de calendrier au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, les marchés passés au nom de ces services, ainsi que les modifications et résiliations de ces marchés, quel qu'en soit le montant.

#### CHAPITRE IV

##### Informations relatives à l'utilisation de l'informatique

Art. 14. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions peut, dans le délai qu'il fixe, demander aux services publics visés à l'article 1er les informations suivantes :

- 1° les activités automatisées et les traitements qui en découlent;
- 2° les matériels et logiciels utilisés;
- 3° le personnel affecté aux tâches de traitement de l'information;
- 4° les prestations de services;
- 5° les frais annuels de fonctionnement relatifs à l'utilisation et à la mise en œuvre des moyens de traitement de l'information, notamment le loyer annuel des matériels, les frais entraînés par la fourniture des programmes d'application, le loyer des lignes de télécommunications et des accessoires, les frais de personnel, les

2° een wijziging die moet aangebracht worden aan een opdracht in uitvoering, indien het verschil tussen het bedrag van de opdracht vóór en na de wijziging hoger is dan 2 000 000 frank;

3° het geheel der nieuwe opdrachten en der wijzigingen die moeten aangebracht worden aan opdrachten in uitvoering, indien :

— deze opdrachten en opdrachtwijzigingen betrekking hebben op een zelfde voorwerp of op een zelfde project of binnen een periode van twaalf opeenvolgende maanden gesloten moeten worden, en indien

— de som van de bedragen van de nieuwe opdrachten en van de verschillen tussen de bedragen van de te wijzigen opdrachten na en vóór de wijzigingen, hoger is dan 2 000 000 frank.

De bedragen worden taksen exclusief verstaan en worden bepaald overeenkomstig de bepalingen van artikel 9, § 3.

§ 2. De opdrachtsvoorstellen worden door de Minister die op de bij artikel 1 bedoelde overheidsdiensten het hiërarchisch gezag of het toezicht uitoefent aan het advies onderworpen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Bij het voorstel dient, naargelang het geval, het advies gevoegd van de Inspecteur van Financiën, van de op voorstel van de Minister van Financiën aangewezen Regeringscommissaris of van de vertegenwoordiger van de Minister van Financiën.

Het advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort wordt geacht gunstig te zijn bij ontstentenis van een tegengestelde beslissing waarvan aan de betrokken Minister kennis werd gegeven binnen de dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het voorstel. Op een met redenen omklede beslissing kan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, deze termijn op zestig kalenderdagen brengen.

§ 3. Wanneer de betrokken Minister het advies over een opdrachtsvoorstel uitgebracht door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort niet kan onderschrijven, maakt hij het voorstel bij het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie aanhangig, na de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort kennis te hebben gegeven van zijn beslissing.

Art. 11. Wanneer het voorstel van opdracht betrekking heeft op een bedrag van meer dan 20 000 000 F wordt het aan de goedkeuring van het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie onderworpen. Bij het voorstel wordt het advies gevoegd van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Art. 12. Elke verlenging van een huuropdracht of van dienstverrichtingen, welke ook het bedrag ervan weze na een duur van zeven jaar, te rekenen vanaf de datum waarop de opdracht gegund werd, moet onderworpen worden aan het advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, volgens de bij artikel 10, §§ 2 tot 4, bepaalde procedure.

Art. 13. Elke Minister die op de bij artikel 1 bedoelde diensten het hiërarchisch gezag of het toezicht uitoefent, stelt de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort binnen de zestig kalenderdagen in kennis van de namens deze diensten gegunde opdrachten alsook van de wijzigingen en de opzeggingen van deze opdrachten, welke ook het bedrag ervan weze.

#### HOOFDSTUK IV

##### Informatie met betrekking tot de aanwending van de informatica

Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort kan, binnen de door hem bepaalde termijn, aan de in artikel 1 bedoelde overheidsdiensten, de volgende inlichtingen vragen :

- 1° de geautomatiseerde activiteiten en de verwerkingen die eruit voortvloeien;
- 2° het aangewend materieel, alsmede de aangewende softwares;
- 3° het personeel bestemd voor de taken inzake informatieverwerkingen;
- 4° de dienstverrichtingen;
- 5° de jaarlijkse werkingskosten betreffende het gebruik en de uitvoering van de middelen voor informatieverwerking, met name de jaarlijkse huurprijs van het materieel, de kosten veroorzaakt door de levering van de toepassingsprogramma's, de huurprijs van de lijnen voor televerbinding en van de bijhorigheden, de

frais occasionnés par les travaux exécutés par des tiers, constructeurs et bureaux d'études, les frais de fourniture, de papier, de films, de bandes magnétiques et de disques.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 15. L'arrêté royal du 24 mai 1976 relatif à l'organisation et à la coordination de l'informatique dans les services publics et l'arrêté royal du 27 avril 1977 relatif aux opérations portant sur les moyens d'action en matière d'informatique, sont abrogés.

Art. 16. Nos Ministres et Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Premier Ministre,

M. EYSKENS

Le Ministre de la Fonction publique,

PH. MAYSTADT

#### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 81 — 889

1<sup>er</sup> AVRIL 1981. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 13 mars 1980 conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole, fixant les conditions de salaires et de travail (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 13 mars 1980 reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole, fixant les conditions de salaires et de travail.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

R. DE WULF

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

personeelskosten, de kosten veroorzaakt door de uitvoering van werken door derden, constructeurs en studie bureaus, de kosten voor levering van papier, films, magneetbanden en schijven.

#### HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 15. Het koninklijk besluit van 24 mei 1976 betreffende de organisatie en de coördinatie van de informatica in de openbare diensten en het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de verrichtingen aangaande de hulpmiddelen van de informatica worden opgeheven.

Art. 16. Onze Ministers en Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 mei 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,

M. EYSKENS

De Minister van Openbaar Ambt,

PH. MAYSTADT

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 81 — 889

1 APRIL 1981. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 maart 1980 gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel, tot vaststelling van de loon- en arbeidsvoorwaarden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 13 maart 1980 gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel, tot vaststelling van de loon- en arbeidsvoorwaarden.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 april 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

R. DE WULF

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.